

# AMNESTY INTERNATIONAL

## DÉCLARATION PUBLIQUE

28 septembre 2017  
Index AI : ASA 16/7194/2017  
AILRC-FR

### **Les États membres de l'ONU doivent agir et faire pression sur le Myanmar pour mettre fin aux crimes contre l'humanité**

#### **Déclaration conjointe de 87 organisations de la société civile**

Nous, coalition mondiale de 87 organisations de la société civile, appelons instamment les États membres de l'ONU à prendre immédiatement des mesures pour remédier aux violations des droits humains et à la catastrophe humanitaire qui touchent la population ethnique rohingya du Myanmar. Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad al Hussein, ont qualifié de nettoyage ethnique la campagne actuellement menée par les forces de sécurité birmanes contre les Rohingyas dans le nord de l'État d'Arakan. Alors que les preuves s'accumulent, il apparaît clairement que les atrocités commises par les forces de sécurité de l'État du Myanmar constituent des crimes contre l'humanité.

L'Organisation des Nations unies et ses États membres doivent prendre des mesures de toute urgence.

Nous appelons les délégations des Nations unies, notamment celles des 114 pays signataires du Code de conduite du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence (Groupe ACT), qui se sont engagés à appuyer une « action rapide et résolue » destinée à prévenir le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre ou à y mettre fin, à déployer immédiatement des efforts afin qu'une résolution traitant de la situation soit adoptée à l'Assemblée générale des Nations unies, et à demander instamment au Conseil de sécurité de l'ONU d'envisager des mesures à imposer au gouvernement du Myanmar.

Plus de 400 000 Rohingyas en fuite ont franchi la frontière vers le Bangladesh depuis le 25 août, lorsque les forces de sécurité birmanes ont lancé des opérations en réponse à des attaques coordonnées menées par l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (ARSA) dans l'État d'Arakan. Ces opérations, notamment des massacres systématiques, la pose de mines terrestres, des pillages et des incendies volontaires ciblant les Rohingyas, ont détruit en grande partie plus de 200 villages, selon des images satellite et des récits de témoins oculaires. Les violences ont également fait des dizaines de milliers de personnes déplacées parmi d'autres minorités ethniques.

Les fermes condamnations exprimées par l'ONU et par des dirigeants mondiaux n'ont pas mis fin aux atrocités au Myanmar. Le 11 septembre, dans sa déclaration préliminaire au Conseil des droits de l'homme, Zeid Ra'ad al Hussein a rappelé, en substance, qu'il avait émis une mise en garde en 2016, soulignant à l'époque que les violations

flagrantes des droits humains perpétrées contre les Rohingyas laissent à penser à une attaque généralisée ou systématique contre cette communauté, pouvant s'apparenter à des crimes contre humanité. Des organisations de la société civile ont déclaré que la campagne menée par les forces de sécurité birmanes contre les Rohingyas depuis le 25 août s'apparentait à des crimes contre l'humanité. Il est indispensable que les membres de l'ONU prennent des mesures concrètes et exercent des pressions directes sur les dirigeants militaires et civils du Myanmar.

Jusqu'à récemment, l'Union européenne était le principal auteur d'une résolution annuelle sur les droits humains au Myanmar à l'Assemblée générale. L'année dernière, l'UE a décidé de mettre fin à cette initiative, au beau milieu de violences gouvernementales contre les Rohingyas qui ont débuté en octobre 2016. Aujourd'hui, nous exhortons les membres de l'UE à collaborer avec l'Organisation de la coopération islamique et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, ainsi qu'avec d'autres États intéressés, pour relancer conjointement cette résolution, en vue d'aboutir à une action résolue de l'Assemblée générale en réponse à la gravité de la situation actuelle dans l'État d'Arakan et à l'évolution de la crise humanitaire et des droits humains.

Une résolution de l'Assemblée générale devrait exiger qu'il soit immédiatement mis fin aux violences, que les organismes d'aide humanitaire disposent immédiatement d'un accès sans entrave aux populations dans le besoin et que la Mission d'établissement des faits de l'ONU autorisée par le Conseil des droits de l'homme à Genève puisse entrer et circuler sans entrave au Myanmar pour enquêter sur les violations présumées des droits humains dans l'ensemble du pays. Elle devrait également exiger des autorités du Myanmar qu'elles s'engagent à faire en sorte que tous les Rohingyas et les autres réfugiés et personnes déplacées puissent retourner dans leurs lieux d'origine en toute sécurité, sur une base volontaire et dans la dignité, et à mettre fin à la discrimination et à la ségrégation institutionnelles à l'égard des Rohingyas et des autres musulmans de l'État d'Arakan, qui constituent la toile de fond de la crise actuelle. Cette résolution devrait également exhorter les États membres et le Conseil de sécurité à étudier les moyens qu'il est possible de mettre en œuvre pour traduire en justice les auteurs de crimes en vertu du droit international.

Nous demandons également aux membres du Conseil de sécurité d'accroître les pressions exercées sur les autorités de Myanmar en envisageant sérieusement des options telles qu'un embargo sur les armes contre l'armée et des sanctions financières ciblées contre les personnes responsables de crimes et de violences graves.

Tous les États membres de l'ONU concernés devraient également étudier les mesures bilatérales, multilatérales et régionales qu'ils peuvent prendre pour exercer des pressions supplémentaires sur le gouvernement du Myanmar. En particulier, nous appelons tous les États à suspendre immédiatement l'assistance et la coopération militaires avec le Myanmar.

Si les gouvernements, les fonctionnaires de l'ONU et les diplomates se contentent de réunions et de discours pendant que les atrocités se poursuivent au Myanmar, ils prennent le risque que tous les outils diplomatiques à leur disposition ne soient pas utilisés pour mettre fin à la campagne de nettoyage ethnique et empêcher de nouveaux

crimes contre l'humanité. Face aux destructions massives, aux homicides et aux centaines de milliers de personnes déplacées, l'inaction ne doit pas être une option.

Signataires :

AFL-CIO

American Jewish World Service

Amnesty International

Parlementaires de l'ASEAN pour les droits de l'homme (APHR)

Association pour les droits humains - Pérou (APRODEH)

Asylum Access

Avaaz

Burma Campaign UK

Burma Human Rights Network (BHRN)

Burma Task Force

Burmese Rohingya Organisation UK

Canadian Centre for the Responsibility to Protect

Center for Civilians in Conflict

Center for Development of International Law

Christian Solidarity Worldwide

Coalition for Justice and Accountability (COJA)

Coalition for the Rights of Refugees and Stateless Persons (CRSP)

Council for Humanitarian Networking of Sheikul Islam Office

CREDO Action

Cross Cultural Foundation (CRCF)

Development and Justice Initiative, Inde

Equal Rights Trust

Fortify Rights

Foundation for Rural Development (FRD)

Front Mahasiswa

Genocide Watch

Centre mondial pour la responsabilité de protéger (GCR2P)

Global Progressive Hub

Human Rights and Development Foundation (HRDF)

Human Rights Now

Human Rights Watch

Indonesia Legal Aid Foundation (YLBHI)

Institute for Asian Democracy

Institute on Statelessness and Inclusion

International Campaign for the Rohingya

Coalition internationale pour la Responsabilité de protéger

Coalition internationale contre la détention (IDC)

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH)

Projet Justice internationale

International Organization for Victim Assistance

International State Crime Initiative  
Société islamique d'Amérique du Nord (ISNA)  
Jewish Alliance of Concern Over Burma  
Jewish Council for Public Affairs  
Jiyan Foundation for Human Rights  
Justice Centre Hong Kong  
Maryknoll Office for Global Concerns  
Migrant 88  
Migrant Working Group (MWG)  
Minority Rights Group International  
Institut montréalais d'études sur le génocide et les droits humains  
National Council of Churches  
National Religious Campaign Against Torture  
Odhikar  
Union panafricaine des avocats (UPA)  
Partners Relief & Development  
Pemuda Anti Kekerasan Aceh  
Persatuan Darul Fitrah Terengganu  
Persatuan Ulama Kedah  
Physicians for Human Rights  
Église presbytérienne (États-Unis)  
Progressive Voice Myanmar  
PROHAM (Society for the Promotion of Human Rights Malaysia)  
Refugees International  
Religious Action Center of Reform Judaism  
Restless Beings  
SANRIM  
SHARP-Pakistan  
Society for Rights of Indigenous People of Sarawak  
Société pour les peuples menacés - Allemagne  
STAND Canada  
STAND: The Student-Led Movement to End Mass Atrocities  
Suaka Indonesia  
Svenska Burmakommittén  
The Arakan Project  
L'Église Épiscopale  
The Jacob Blaustein Institute for the Advancement of Human Rights  
Fondation Stanley  
Ummatee  
Union pour le judaïsme réformé  
Unitarian Universalist Service Committee  
Association pour les Nations unies – Royaume-Uni  
US Campaign for Burma

Win Without War  
World Federalist Movement - Canada  
World Federalist Movement - Institute for Global Policy  
Yateem TV